L'ÉTINCELLE

La Poste
Lyon Tête d'Or

Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » (Karl Marx)

Lundi 24 octobre 2022

Passons à l'offensive !

Celle-ci, Macron ne l'avait pas vue venir : la grève des raffineurs a fait éclater la contestation qui couvait depuis des mois. Et même si le mouvement est suspendu dans plusieurs raffineries, leur lutte n'est pas un coup pour rien. Au contraire, c'est un sérieux avertissement pour Macron et les patrons : l'esquisse d'un mouvement d'ensemble pour imposer une hausse générale des salaires. La journée de grève et de manifestations du 18 octobre n'est qu'un début.

Le début d'une lutte d'ensemble ?

Depuis des mois, des grèves isolées éclatent pour forcer le patronat à augmenter les salaires face à l'inflation. La grève des raffineurs s'est transformée en bras de fer entre d'un côté Macron et le patronat, de l'autre les grévistes et les salariés qui les soutenaient, malgré la propagande gouvernementale et la pénurie de carburant.

La réquisition des grévistes a provoqué une réaction spontanée de colère, de solidarité… et l'envie de s'y mettre pour régler leur compte aux ministres arrogants et aux patrons qui se gavent depuis des années. Partout c'est la même chose, les négociations dérisoires et les primes bidon, ça suffit : il faut augmenter les salaires ! Quand, en face, un Carlos Tavares, PDG de Stellantis, prétend être un salarié comme les autres avec ses 19 millions d'euros par an, ou un Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, s'augmente de 52 % en un an. À notre tour de récupérer ce qu'il nous faut pour boucler les fins de mois !

Préparer la suite

La grève dans les raffineries s'achève peut-être, mais la bataille est loin d'être terminée. Des grèves sur les salaires continuent dans plusieurs entreprises. Au point que c'en est devenu un problème politique pour le gouvernement, qui pousse les patrons à négocier boîte par boîte quelques petits réajustements ou quelques primes, afin d'éparpiller la contestation.

À l'inverse, de notre côté, pour préparer les prochaines étapes du mouvement, il faut nous organiser à la base et exprimer nos revendications communes à l'ensemble du monde du travail : par exemple 400 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 2 000 euros net et l'indexation de tous les revenus sur l'inflation, en prenant sur les profits des capitalistes.

Notre motion de censure : la grève générale

Parce que ce mouvement a une portée politique, les partis de gauche tentent de canaliser la colère sociale dans des débats parlementaires, mais c'est une impasse. Car sur ce terrain, le gouvernement peut gérer la contestation, par exemple avec le 49.3 grâce auquel Macron et Borne font passer leur budget, farci d'exonérations fiscales pour les entreprises, sans se soucier des milliers d'amendements proposés par la gauche et des heures de discussions à l'Assemblée nationale. Bilan : la gauche en est réduite à se demander s'il faut voter ou non une motion de censure avec les députés du Rassemblement national qui étaient pour la réquisition des raffineurs grévistes et veulent durcir les règles d'allocation chômage. Ce n'est pas ça qui fera reculer le gouvernement. Notre force à nous travailleurs, c'est la grève !

La lutte appartient à ceux qui la mènent

Ce qu'il nous faut préparer, c'est une grève qui s'étende à plusieurs entreprises pour imposer un véritable rapport de force au patronat. Un mouvement d'ensemble coordonné et dirigé par la base, pas par les directions syndicales. Car celles-ci peuvent appeler à des mobilisations, mais aussi les freiner, voire les stopper, comme la CFDT qui a négocié dans le dos des grévistes la reprise du travail dans les raffineries. Même quand elles semblent plus combattives, les directions syndicales ont leurs propres calculs d'appareils. C'est aux travailleurs de décider de leurs revendications et de contrôler leurs grèves.

Des journées de grève interprofessionnelle sont déjà prévues le 27 octobre et le 10 novembre, des occasions dont il faut se saisir pour continuer à mobiliser. Mais pour faire caner le patronat et le gouvernement, il ne suffit pas de journées d'action, il faut une lutte d'ensemble décidée à aller jusqu'au bout.

Les suppressions de postes à venir...

Le timbre rouge va disparaître. Début 2023, ce sera la fin du J+1, paraît-il pour des raisons écologiques... en fait pour des raisons économiques ! La direction nous prépare en nous disant que bientôt on ne distribuera plus partout tous les jours.

Comment cela va s'organiser, on ne le sait pas encore mais ce qui est sûr c'est que la qualité du service et de nos conditions de travail ne sera pas l'objectif de la direction qui, bien plutôt, va profiter de l'occasion pour (encore) diminuer le nombre de postiers et supprimer des postes.

À nous d'empêcher cela !

...et celles qui ont déjà eu lieu

Dans les médias, La Poste annonce fièrement que 2022 aura été une année de recrutement. Il resterait 1 000 facteurs à embaucher en CDI sur 3 200 prévus.

Ce que La Poste n'annonce pas, ce sont les 30 000 emplois qu'elle a supprimés en quatre ans. De 203 000 postiers (hors filiales) que nous étions en 2018, nous ne sommes plus que 172 000.

Fachos, patrons, même combat

En grève depuis le 10 octobre pour le maintien de leurs emplois, le piquet de grève des agents de nettoyage du centre d'échange de Lyon Perrache a été attaqué par des militants d'extrême droite qu sont repartis avec des banderoles et drapeaux volés aux grévistes en guise de trophées à exhiber sur les réseaux sociaux.

Ces voyous fascistes ont beau se la jouer peuple, ils finissent toujours par montrer leur vrai visage : alliés des patrons et pires ennemis du monde du travail.

Force aux grévistes de la raffinerie de Feyzin !

À l'heure où nous écrivons la grève continue à Feyzin. Les grévistes affrontent la propagande patronale qui les fait passer pour des privilégiés ainsi que les ordres de réquisition visant à casser leur grève. Mais leur lutte pour des augmentations de salaire au moins égales à la hausse des prix a gagné une dimension nationale, car leur combat est celui de tous les travailleurs.

Le meilleur moyen de les soutenir est de nous préparer à nous mettre en grève nous aussi, pour des augmentations tout de suite, et pour l'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation de nos salaires sur les prix !

Le 27 octobre, en grève et dans la rue !

À l'issue de la mobilisation de mardi dernier, la CGT appelle encore à la grève interprofessionnelle et nationale ce jeudi 27 octobre. À Lyon :

Rassemblement de 12h à 14h

60 av. Jean Mermoz, devant le siège du Medef !

Des économies pour qui ?

Les prévisions de l'Unédic, l'organisme d'État qui gère les comptes de l'assurance chômage, envisagent un solde financier positif pour l'année à venir.

Malgré les plaintes continuelles contre les chômeurs qui soi-disant coûtent cher, les caisses de l'assurance chômage sont excédentaires. Non seulement il y a un nombre de plus en plus élevé de cotisants, mais en plus il y a tous ceux qui ne demandent pas les allocations auxquelles ils ont droit, tant faire les démarches nécessaires relève parfois du parcours du combattant. Et cela, avant que la réforme de l'assurance chômage ne vienne encore réduire les aides…

La logique est claire : le gouvernement fait des économies sur le dos des plus fragiles d'entre nous, et pendant ce temps, il distribue des « aides » qui se chiffrent en milliards au patronat…

L'extrême droite dans toute sa diversité

Arrivée en tête des élections italiennes, Giorgia Meloni, la cheffe du parti d'inspiration fasciste Fratelli d'Italia, a présenté cette semaine son gouvernement formé de politiciens parmi les plus réactionnaires. Une opposante farouche à l'avortement devient ainsi « ministre de la natalité », nouveau nom du ministère de la famille.

Mais Meloni recycle aussi les membres du gouvernement précédent. Le ministre du développement économique de Mario Draghi est à présent ministre de l'Économie et des Finances. Son recyclage est d'ailleurs sans frontières : l'ex-président du Parlement européen, un politicien de droite traditionnelle, devient ainsi ministre des Affaires étrangères. La présidente actuelle de la Commission européenne s'est d'ailleurs déclarée tout à fait prête à coopérer avec ce nouveau gouvernement, en se réjouissant au passage de voir une femme Première ministre…

Cette réunion d'affreux, des libéraux bon teint aux pires engeances d'extrême droite, se tient prête à avancer main dans la main pour attaquer les classes populaires. Aux travailleurs de se tenir prêt à riposter.